



LA FEDERATION COMMUNIQUE

ŒUFS CONTAMINÉS

UNE SPIRALE DANGEREUSE

En limitant son intervention à une question de relations et de lenteur dans le transfert d'informations, le ministre de l'Agriculture privilégie des aspects secondaires pour ne pas aborder les vraies solutions. Le nouveau scandale sanitaire concernant les œufs contaminés, lié à un libre-échange débridé, touche plusieurs pays de l'Union européenne. Celui-ci a sa source aux Pays-Bas, pays réputé pour sa politique d'exportation agressive et un complexe agro-industriel hypertrophié. La contamination des œufs au Fipronil s'est étendue à la Belgique, l'Allemagne, puis la France. Des élevages néerlandais de poules pondeuses en batterie, particulièrement victimes de parasites, ont utilisé un insecticide trafiqué d'un chimiquier belge se fournissant en Roumanie, certainement par souci de rentabilité financière. La molécule du Fipronil est reconnue pour sa toxicité sur la santé humaine. Elle a été interdite pour traiter les animaux destinés à la consommation.

En France, cinq entreprises d'ovoproduits auraient été livrées en œufs contaminés venant des Pays-Bas, à l'évidence pour les mêmes raisons d'économies et de spéculation, alors que la France est largement autosuffisante dans cette filière de production. Ce scandale sanitaire pose à nouveau l'exigence de réponses fondamentales face à des réalités plus qu'inquiétantes :

- La responsabilité des entreprises agroalimentaires dans leurs politiques d'approvisionnement et de commercialisation est posée. La multiplication de tels événements discréditent les déclarations lénifiantes et démagogiques du patronat.
- Les contrôles dits « internes », que le patronat veut à tout prix imposer en exclusivité, sont largement disqualifiés. Les contrôles publics doivent être renforcés, ce qui signifie l'investissement dans l'emploi et les moyens matériels nécessaires à la réalisation de ces opérations. La substitution de l'autocontrôle dont on peut mesurer, une fois de plus, l'inefficacité, aux contrôles publics des élevages et des entreprises est porteuse de graves dangers sanitaires.
- Les contrôles aux frontières inexistant, y compris à l'intérieur de l'Union européenne, accentuent les risques d'extension de contaminations sanitaires. Le renforcement de tels contrôles devient urgent.
- L'industrialisation des élevages de poules pondeuses, dans les conditions actuelles, favorise le développement des parasites, une moindre résistance aux maladies. Dans ce cas, comme dans d'autres, conjuguée à une déréglementation généralisée, est mise en évidence la nocivité de l'assujettissement de l'agriculture et de l'agroalimentaire aux normes capitalistes et à la chasse au « coût du travail ».
- Le développement de politiques nutritionnelles nationales privilégiant la qualité à des prix socialement acceptables, doit être au cœur des politiques publiques. Les États Généraux de l'Alimentation promotionnés par Macron leur tournent le dos, en les axant sur des tractations financières entre composantes du capital.

La récurrence des scandales sanitaires exige des réactions fortes. Le gouvernement a les moyens d'agir. La qualité des produits et la santé publique sont en jeu. L'alimentation de la population ne peut être laissée aux mains d'intérêts privés sans scrupule. L'agriculture et l'alimentation doivent être soustraites des logiques du tout profit et de l'agrobusiness. Elles doivent être extraites du carcan européen qui, par le « libre marché », brise toutes mesures de protection nationale. Les services de contrôle public doivent voir leurs moyens renforcés grandement pour exercer leur mission.

Montreuil, le 10 août 2017